



Reconstruire la Syrie - sans le pétrole syrien

Comparer le pillage US avec la participation active de la Russie, de l'Iran et de la Turquie à une solution politique visant à normaliser la Syrie.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Ce qui s'est passé à Genève ce mercredi, au sujet de ramener enfin la paix en Syrie, ne pourrait être plus significatif : la première session du Comité Constitutionnel Syrien.

Le Comité Constitutionnel Syrien est né d'une résolution adoptée en janvier 2018 à Sotchi, en Russie, par un organe appelé le Congrès du Dialogue National Syrien.

Ce comité de 150 membres se compose de 50 membres de l'opposition syrienne, 50 représentants du gouvernement à Damas et 50 représentants de la société civile. Chaque groupe a nommé 15 experts pour les réunions à Genève, tenues à huis clos.

Cette évolution est une conséquence directe du laborieux processus d'Astana - articulé par la Russie, l'Iran et la Turquie. L'ancien Envoyé de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a apporté une première contribution essentielle. Aujourd'hui, l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Geir Pedersen, joue le rôle d'une sorte de médiateur.

Le comité a commencé ses délibérations à Genève au début de l'année 2019.

Il est crucial de noter qu'il n'y a pas de hauts responsables de l'administration à Damas ni de membres de l'opposition, à l'exception d'Ahmed Farouk Arnus, diplomate de bas rang au ministère syrien des Affaires étrangères.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'y a pas d'anciens dirigeants de factions armées dans l'opposition. Et pas de « rebelles modérés ». Parmi les délégués figurent plusieurs parlementaires, anciens et actuels, des recteurs d'université et des journalistes.

Après ce premier tour, le coprésident du comité, Ahmad Kuzbari, a déclaré : « *Nous espérons que notre prochaine rencontre aura lieu dans notre pays natal, dans notre Damas bien-aimée, la plus ancienne capitale habitée de l'histoire* » .

Même l'opposition, qui fait partie du comité, espère qu'un accord politique sera conclu l'année prochaine. Selon le coprésident Hadi al-Bahra :

« J'espère que le 75e anniversaire des Nations Unies l'année prochaine sera l'occasion de célébrer une autre réalisation de l'organisation universelle, à savoir le succès des efforts déployés sous les auspices d'un envoyé spécial pour le processus politique, qui apportera paix et justice à tous les Syriens » .

Rejoindre la patrouille

Le travail de la commission à Genève se déroule parallèlement à l'évolution constante des faits sur le terrain. Celles-ci obligeront certainement les présidents Poutine et Erdogan à mener davantage de négociations face à face, comme l'a confirmé Erdogan lui-même : « *Une conversation avec Poutine peut avoir lieu à tout moment. Tout dépend du déroulement des événements* » .

Les « événements » ne semblent pas être aussi incandescents, jusqu'à présent, même si Erdogan, comme on pouvait s'y attendre, libère la bouffée d'une menace dans l'air :

« Nous nous réservons le droit de reprendre les opérations militaires en Syrie si des terroristes s'approchent à une distance de 30 km des frontières de la Turquie ou poursuivent des attaques depuis toute autre région syrienne » .

Erdogan a également déclaré que la zone de sécurité de facto le long de la frontière turco-syrienne pourrait être « élargie », ce qu'il devrait clarifier en détail avec Moscou.

Ces menaces se sont déjà manifestées sur le terrain. Mercredi, la Turquie et les factions islamistes alliées ont lancé une attaque contre Tal Tamr, une enclave chrétienne assyrienne historique située à 50 km de profondeur sur le territoire syrien - bien au-delà de la zone de patrouille de 10 km ou de la zone « sûre » de 30 km.

Des troupes syriennes mal armées se sont retirées sous une attaque féroce et sans couverture russe apparente. Le même jour, l'armée syrienne a publié une déclaration publique appelant les Forces Démocratiques Syriennes à se réintégrer sous son commandement. Les FDS ont déclaré qu'un compromis doit d'abord être trouvé sur la semi-autonomie pour la région du nord-est. Entre-temps, des milliers d'habitants ont fui plus au sud vers la ville plus protégée de Hasakeh.

Deux faits sont absolument essentiels. Les Kurdes syriens ont achevé leur retrait plus tôt que prévu, comme l'a confirmé le ministre russe de la Défense, Sergey Shoigu. Et, ce vendredi, la Russie et la Turquie commencent leurs patrouilles militaires conjointes jusqu'à une profondeur de 7 km de la frontière, qui fait partie de la zone de sécurité de facto du nord-est de la Syrie.

Le diable dans les immenses détails est de savoir comment Ankara va gérer les territoires qu'elle contrôle actuellement et dans lesquels elle prévoit de déplacer jusqu'à 2 millions de réfugiés syriens.

Votre pétrole ? Le mien

Et puis il y a la question lancinante qui ne veut tout simplement pas disparaître : la volonté des États-Unis de « sécuriser le pétrole » (Trump) et de « protéger » les champs de pétrole syriens (le Pentagone), à toutes fins pratiques de la Syrie.



Source de la photo : Asia Times

A Genève, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov – [aux côtés](#) de l'Iranien Javad Zarif et du Turc Mevlut Cavusoglu – n'aurait pas pu être plus cinglant. Lavrov a déclaré que le plan de Washington est « arrogant » et viole le droit international. La présence US sur le sol syrien est « illégale », a-t-il déclaré.

Partout dans le Sud, en particulier dans les pays du Mouvement des pays non alignés, on interprète cette situation comme si de rien n'était, pour ce qu'elle est : le gouvernement des États-Unis prend illégalement possession des ressources naturelles d'un pays tiers par une occupation militaire.

Et le Pentagone prévient que quiconque [tentera de le contester](#) sera abattu à vue. Reste à savoir si l'État Profond US serait prêt à s'engager dans une guerre chaude avec la Russie pour quelques champs pétroliers syriens.

En droit international, l'escroquerie « sécuriser le pétrole » est un euphémisme pour pillage, pur et simple. Tous les takfiris ou djihadistes opérant dans le « Grand Moyen-Orient » convergeront, perversément, vers la même conclusion : Les « efforts » US à travers les pays de l'Islam sont tous centrés sur le pétrole.

Comparez cela à la participation active de la Russie, de l'Iran et de la Turquie à la recherche d'une solution politique et à la normalisation de la Syrie – sans parler, en coulisse, de la Chine, qui fait discrètement [don de riz](#) et vise des investissements généralisés dans une Syrie pacifiée positionnée comme un noeud clé de la Méditerranée orientale des Nouvelles Routes de la Soie.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Rebuilding Syria – Without Syria's Oil](#)

Cet article a été publié initialement en anglais par [Asia Times](#).

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Mondialisation.ca](#), 2019

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca